REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES



Joseph PLANEIX

ISSOIRE

(TROISIEME CIRCONSCRIPTION)



Pierre BOUCHAUDY

ELECTRICES,

ELECTEURS,

Voici un peu plus d'un an, je sollicitais vos suffrages et vous me manifestiez, une nouvelle fois, votre confiance et votre amitié.

Le régime actuel est le contraire de la DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Après dix ans de pouvoir absolu, le régime traverse une crise très sévère qui sanctionne sa faillite. Le pays vient d'en dresser le constat. Le désordre provoqué durant les événements de mai 1968 par l'impuissance et les contradictions du gouvernement, aggravé par les menaces du Chef de l'Etat aurait pu, sans le sang-froid des travailleurs, des agriculteurs, des jeunes et des partis de l'opposition, mener le pays à la guerre civile.

En fait, après une longue période de pouvoir autoritaire, nous constatons :

— le chômage des jeunes et d'un demi-million d'adultes;
— l'inquiétude des cadres à la suite de concentrations improvisées;
— la détresse des personnes âgées;
— l'appauvrissement continu des agriculteurs;
— l'accroissement des difficultés des artisans et des commerçants;
— la répartition injuste du produit de l'effort collectif;
— la pénurie de logements sociaux;
— l'injustice fiscale;
— le mépris du droit des Anciens Combattants.

Le régime actuel est le contraire de la DÊMOCRATIE POLITIQUE

Dix ans de pouvoir absolu, ont, en fait, abouti :

— Au mépris, par nos gouvernants, des élus du peuple.
— A l'ignorance systématique des aspirations des forces vives du Pays; organisations syndicales, familiales, professionnelles.
— A la mise en tutelle des Collectivités locales.
— A la renaissance du chauvinisme.
— A l'asservissement de l'information radio-télévisée et à la commercialisation sans retenue de la culture et des loisirs;
— A la mise en place de tribunaux d'exception et à la remise en cause de l'indépendance de la magistrature et de la justice.

PAR CONTRE, LE POUVOIR A FAVORISÉ...

Dans l'ordre économique :

— Les gros possédants par une fiscalité avantageant les Sociétés anonymes et les importantes fortunes.
— Les industries de Guerre, par des privilèges exorbitants.
— La spéculation sur l'or, les constructions de luxe.

Dans l'ordre politique et intellectuel :

— L'embrigadement de la fonction publique.
— La mise en tutelle et la crise de l'Université.
— Le mépris des aspirations de la Jeunesse.

Dans l'ordre international :

— Une politique de faux prestige, fondée sur une force de frappe illusoire et ruineuse.
— Le soutien de régimes totalitaires ou racistes.

LA F.G.D.S. PROPOSE :

A — Pour assurer l'expansion et mettre l'économie au service de l'homme, la F.G.D.S. proclame la nécessité d'élaborer démocratiquement **un Plan de développement économique et social.** Celui ci aura pour but d'accroître l'effort scientifique et de le réserver à des fins de progrès.

B — La politique industrielle :

La F.G.D.S. entend donner progressivement à la collectivité les éléments essentiels du pouvoir de décision économique (création d'une Banque Nationale d'investissement).

C — La politique agricole :

La politique agricole exige que soit assurée une juste rémunération du travail paysan par une politique appropriée des prix. Il faudra différencier les moyens mis en œuvre selon les situations, les types d'agriculture et les régions. Le développement de l'Agriculture française doit se réaliser par :

— La planification des objectifs en fonction des besoins de nos partenaires européens et une orientation efficace des productions permettant un meilleur écoulement des produits.
— La modernisation des structures; l'aide à l'équipement, l'allégement des charges d'exploitation, le développement de la coopération et de la commercialisation.

D — Le progrès social :

Le progrès social sera poursuivi par l'amélioration des conditions de vie et en particulier par la garantie et l'élévation du pouvoir d'achat dont la révision périodique sera organisée.

— La fixation immédiate d'un salaire minimum décent.
— Le relèvement du pouvoir d'achat des personnes âgées et des invalides.
— Le respect des engagements pris à l'égard des Anciens Combattants.
— L'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale.
— L'abaissement progressif de la durée du travail et de l'âge donnant droit à une retraite complète.
— Le rétablissement de la mutualité dans ses droits.
— L'indemnisation complète des rapatriés.

L'Emancipation de la femme :

L'émancipation de la femme se fera par

— La multiplication des crèches.
— L'aménagement de leurs horaires ainsi que ceux de l'école.
— La protection et l'éducation de l'enfance handicapée.
— La création de maisons de convalescence pour enfants.

Construction et logement :

La F.G.D.S. prendra l'initiative d'un vaste plan d'action susceptible de conduire à une production annuelle de 600 000 logements avec priorité pour les logements sociaux.

E — La Politique fiscale :

Il importe de rendre la fiscalité juste et sincère tout en la mettant au service du développement de l'activité économique.

DES HOMMES RESPONSABLES :

Les événements de ces dernières semaines ont révélé d'abord le refus d'une société bureaucratique et oppressive. La Fédération qui n'avait cessé de dénoncer les tares de notre système social, entend satisfaire cette exigence démocratique sur trois plans :

1° Dans les communes, les départements et les Régions.

2° Dans l'entreprise.

3° Sur le Plan Culturel, par la démocratie à l'école et à l'Université impliquant son ouverture à toutes les catégories sociales, des méthodes pédagogiques meilleures, un nouveau mode de gestion et l'organisation de l'éducation permanente.

UNE POLITIQUE de PAIX et de SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

1° Toute politique étrangère se définit par rapport à des objectifs et à des principes. La diplomatie du pouvoir n'a ni doctrine, ni moralité. C'est une diplomatie de clientèle et de règlement de comptes.

2° En matière internationale, l'ordre socialiste implique :

— La Liberté pour chaque peuple,
— La solidarité entre les nations et,
— LA PAIX POUR TOUS.

3° La forme privilégiée de notre action internationale demeure l'unité européenne, seule formule qui concilie les chances de la démocratie socialiste avec l'indépendance politique dans la solidarité économique.

4° L'établissement d'une PAIX solide et durable nécessite enfin l'organisation de la coexistence pacifique et, en particulier, un désarmement programmé, contrôlé par les Nations-Unies et étendu aux armes nucléaires dont la prolifération doit être bannie.

Pour conclure, la F.G.D.S. est prête à assumer ses responsabilités.
L'avenir de ce pays et le bonheur des citoyens, voilà la raison de notre combat.

EN VOTANT pour Joseph PLANEIX vous VOTEREZ POUR LA RÉPUBLIQUE et LA LIBERTÉ.

Joseph PLANEIX

Député de la Circonscription
Membre de la Commission de la Production et des Echanges
Entrepreneur de Travaux Publics
Maire de PARENT
Conseiller Général de VIC-LE-COMTE
Président de la Commission des Routes Départementales
Président de l'Association des Gites Ruraux et Logis d'Auvergne
Membre de la Commission Régionale d'Equipement
Président du Syndicat d'Adduction d'eau potable de la Région d'ISSOIRE
Administrateur des Organismes Sociaux
Chevalier du Mérite Social Délégué cantonal

Suppléant éventuel : **Pierre BOUCHAUDY**

Docteur en Médecine - Député suppléant
Conseiller Général de TAUVES - Secrétaire du Conseil Général
Président de la Commission des routes nationales et du Tourisme
Délégué cantonal

IMP. MONT-LOUIS P.R. CLERMONT-FD